

demande. A cet égard, votre décision de rejet est donc susceptible de recours. Par ailleurs, lorsque le motif de l'intérêt du fonctionnement du service est cité, le juge administratif exige qu'il s'appuie non seulement sur des critères de droit mais également sur les faits, notamment sur la nature de la fonction de l'agent, ses possibilités de remplacement et la durée pendant laquelle s'exerce ce refus; en tout état de cause, celui-ci ne saurait valablement être définitif.

Je vous rappelle également que ce droit s'exerce par la voie d'un fonds mutualisé : le comité de gestion du conge de formation professionnelle créé au sein de l'ANFH. L'indemnité servie à l'agent est remboursée à l'établissement par cet organisme.

Le cadre juridique étant posé, les conséquences sur le plan humain et organisationnel méritent également d'être regardées; si la formation peut permettre à un individu de mieux se réaliser en développant ses potentiels professionnels, à l'inverse, un refus sans motif objectivement fondé risque d'aboutir à un désengagement et à une démotivation de l'agent. Le refus que vous avez opposé le 17 janvier 1996, après une première acceptation du 1<sup>er</sup> décembre 1995 émanant de votre directeur des ressources humaines, n'est pas sans soulever des difficultés humaines et organisationnelles pour cet agent comme pour l'institution.

En conclusion, je demande au préfet de votre département d'exercer le contrôle de légalité sur votre décision.

Pour le ministre et par délégation :  
Pour le directeur des hôpitaux empêché :  
*Le sous-directeur des personnels  
de la fonction publique hospitalière,*  
D. VILCHEN

## 10. AUTORISATIONS D'ABSENCE

**CIRCULAIRE N° 280/DH/4 DU 22 DÉCEMBRE 1977**  
**relative à l'octroi aux agents relevant du livre IX du code de la santé publique, de confession autre que catholique, d'autorisations d'absence à l'occasion des principales fêtes propres à leur confession**

(BO du ministère de la santé et de la sécurité sociale n° 78/2)

*Circulaires abrogées par la présente circulaire : néant.*

*Circulaires modifiées ou complétées par la présente circulaire : néant.*

*Le ministre de la santé et de la sécurité sociale à Messieurs les préfets, directions départementales des affaires sanitaires et sociales (pour exécution); Messieurs les directeurs régionaux et Messieurs les chefs des services régionaux des affaires sanitaires et sociales (pour information).*

Conformément à la circulaire FP n° 901 du 23 septembre 1967 de M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative, les fonctionnaires et agents de l'Etat de confession autre que catholique peuvent recevoir les autorisations d'absence nécessaires pour participer aux cérémonies célébrées à l'occasion des principales fêtes propres à leur confession, dans la mesure toutefois où leur absence demeure compatible avec le fonctionnement normal du service.

Je vous serais obligé de rappeler aux administrations concernées de votre département que cette circulaire est applicable, par analogie, aux agents relevant du livre IX du code de la santé publique, de confession autre que catholique.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des hôpitaux,*  
J. GUILLOT